

OCTOBRE 2021



« Liberté, Egalité...Vérité »

10 mesures
pour lutter contre
le **complotisme**

PROPOSÉES PAR

Paula FORTEZA

Députée des Français
d'Amérique latine et des Caraïbes

Matthieu ORPHELIN

Député de Maine-et-Loire



« On ne peut pas se contenter de dénoncer le complotisme : il faut au contraire le prendre très au sérieux car il se construit sur des soupçons qui sont légitimes, qu'on peut d'ailleurs partager sans être complotiste. »

PIERRE ROSANVALLON
L'OBS, 20/12/2020

Début janvier, nous avons lancé **un appel** à toutes les personnes de bonne volonté, soucieuses de contribuer à la compréhension du complotisme. Nous constatons alors dans nos territoires, nos entourages, nos familles, nos amis la vitesse de propagation d'idées complotistes liées notamment aux vaccins et à la gestion de la pandémie.

Nous, parlementaires, sommes conscients que la loi, seule, ne permettra pas de régler la question. **On ne combat pas des idées par des lois.** Après avoir entendu une dizaine d'experts au cours des dernières semaines, nous soumettons dix propositions qui, nous le pensons, peuvent contribuer à **faire reculer la défiance à l'origine des théories complotistes.**

Ces propositions sont une modeste contribution au débat qui doit continuer, pour que nous puissions collectivement trouver une issue à ces défis.



Paula FORTEZA

*Députée des Français
d'Amérique latine et des Caraïbes*



Matthieu ORPHELIN

*Député
de Maine-et-Loire*



SOMMAIRE

Remerciements.....	3
Chiffres clés.....	4
Rapport d'activité.....	5
Lexique.....	14
Compte-rendu des auditions... 	16
Nos 10 propositions.....	25
Notes de bas de page.....	39

REMERCIEMENTS



Nous tenons à remercier l'ensemble des experts ayant accepté de participer à nos tables rondes. Leurs contributions ont nourri l'ensemble de ces 10 propositions.

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes ayant suivi nos auditions publiques et qui ont, par leurs questions, contribué à ce rapport.

Enfin, nous tenons à remercier nos équipes parlementaires pour la préparation des entretiens et l'aide dans la rédaction des propositions : Morgane Merat, Louis-Simon Boileau et Louis Magnes.

CHIFFRE CLÉS



36%

des Français considèrent comme “probable” que le ministre de la santé, de mèche avec les industries pharmaceutiques, cache la véritable nocivité des vaccins.

des Français considèrent également comme “probable” que la crise fournisse un prétexte au gouvernement pour surveiller et contrôler la population.

42%

70%

des Français déclarent que la politique du gouvernement leur suscite de l'inquiétude, **55%** de la colère et seulement **30%** de l'espoir.

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Le complotisme est vieux comme l'humanité. Chaque époque a connu ses rumeurs, ses fausses nouvelles, ses machinations et ses manipulations. Elles revêtent un caractère particulier à l'heure de la polarisation des opinions, de la fragmentation du savoir et de l'accélération de la diffusion de l'information via les réseaux sociaux.

Pour pouvoir apporter des solutions pérennes, il faut remonter aux racines. Les causes du complotisme sont multiples, complexes, parfois inexplicables. Leur prise en considération appelle une réflexion historique, épistémologique, sociologique, psychologique et surtout politique. Seule une véritable prise en compte de la part des pouvoirs publics et une remise en question du lien entre les citoyens et leurs représentants permettront de casser la spirale de la défiance.

La pandémie du Covid 19 a remis, avec une grande brutalité, cette question sur le devant de la scène. Et le mouvement des "antivax" qui s'est imposé dans le pays de Louis Pasteur en constitue une probante illustration. Cette défiance pour la vaccination s'est accélérée grâce aux réseaux sociaux, théâtre d'un affrontement entre les pro-vaccins et les anti-vaccins.¹ Ce mouvement a par ailleurs recueilli le soutien de personnalités publiques et également de personnalités politiques de premier rang.

Le complotisme est devenu *mainstream* : sortant des cercles d'initiés à ces théories, certaines thèses ont trouvé un écho au sein d'une grande partie de la population. Au moment où nous commençons ce rapport, le baromètre de la confiance politique (CEVIPOF) montrait que 36%² des Français considéraient comme "probable" que le ministre de la santé, de mèche avec les industries pharmaceutiques, cache la véritable nocivité des vaccins. 42%³ considéraient comme probable également que la crise fournisse un prétexte au gouvernement pour surveiller et contrôler la population. Les théories du complot viennent répondre à des inquiétudes réelles sur le virus, des peurs quant aux conséquences à long terme de la pandémie et des doutes sur la gestion de la crise.

Notre modeste contribution, fruit de nombreux entretiens et de lectures, vise à apporter quelques pistes de propositions pour apaiser le débat et retisser les fils de la confiance.

1. CONSPIRATIONS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI: LE COMLOTISME EST UN PHÉNOMÈNE HISTORIQUE



Si le complotisme est un terme relativement nouveau, ses racines sont anciennes ; on retrouve à chaque époque rumeurs et théories de la conspiration.

La rumeur se caractérise comme une information, souvent approximative, dont l'origine est incertaine voire inconnue, et qui parfois aboutit à des mouvements de grande ampleur, à l'image du mouvement de la Grande Peur⁴ datant de 1789. Suite aux mauvaises récoltes de 1788, une rumeur selon laquelle la noblesse chercherait à récupérer les maigres gains des agriculteurs fait son chemin, engendrant un certain nombre de "paniques" dans les campagnes françaises.

La première étude systématique de la rumeur intervient en 1902, par le psychologue allemand Louis William Stern. L'expérience dite de la "rumeur de Stern" est classiquement connue sous le nom de "bouche à oreille" : une histoire qui se passe de proche en proche est dans la plupart des cas tronquée et déformée. La psychosociologue Rosa Oppenheim va encore plus loin quelques années plus tard en montrant que les démentis sont moins diffusés dans les journaux et intéressent moins que les nouvelles sensationnelles.⁵ Les mécanismes d'amplification de la rumeur sont connus depuis de nombreuses années et reposent moins sur le contenu en soi qui est véhiculé que sur la manière dont celui-ci est diffusé.

A la différence des rumeurs, les théories de la conspiration cherchent à construire un système explicatif et cohérent. Le philosophe Karl Popper en propose une première définition dans "La société ouverte et ses ennemis" en 1945 comme :

"L'opinion selon laquelle l'explication d'un phénomène social consiste en la découverte des hommes ou des groupes qui ont intérêt à ce qu'un phénomène se produise (parfois il s'agit d'un intérêt caché qui doit être révélé au préalable) et qui ont planifié et conspiré pour qu'il se produise."





La première théorie conspirationniste définie telle quelle est probablement celle de l'abbé Barruel à la fin du XVIIIe siècle. Alors réfugié en Angleterre suite à la Révolution française, il publie *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* en 1798 dans lesquelles il accuse la franc-maçonnerie alliée à la société secrète des *Illuminés de Bavière* d'être les véritables instigateurs de la Révolution. Les références aux Illuminati et au complot maçonnique resteront profondément ancrées dans de nombreuses théories du complot au fil des siècles.

Une autre théorie du complot majeure qui se répand au cours du XIXe et XXe siècle est celle du "complot juif". Le livre *Les Protocoles des Sages de Sion* en est une des traductions les plus connues : il s'agit d'un faux écrit par la police russe du Tsar en 1903 pour faire des juifs et des franc-maçons les ordonnateurs d'un complot mondial pour la conquête du pouvoir.

Le XXe siècle a connu une expansion du nombre de théories du complot, tout en réactualisant régulièrement celles des siècles passées contre les juifs et les franc-maçons. L'une des plus connues est sans doute l'idée selon laquelle la CIA serait responsable de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy le 22 novembre 1963. Les adeptes des théories "platistes" postulent que la terre est plate ; il faut à ce titre noter que cette théorie serait partagée par 16% de la population américaine⁶ et remettrait en question les découvertes scientifiques les plus fondamentales.

Plus récemment, les attentats du 11 septembre 2001 ont engendré de nombreuses théories sur les véritables responsables,⁷ arguant d'une machination américaine pour la création d'un nouvel ordre mondial. Lors des attentats contre Charlie Hebdo en 2015, les réseaux sociaux regorgeaient d'explications complotistes⁸ sur les véritables commanditaires de l'attaque, prenant pour preuve de leurs propos la pièce d'identité retrouvée dans la voiture qui, selon eux, ne pouvaient être qu'une fausse identité.

Plus ou moins partagées, plus ou moins profondément ancrées, les théories du complot et les rumeurs se propagent principalement à la faveur de crises sociales, économiques et politiques ou d'événements brutaux et inattendus (assassinats, attentats).



2. LES CRISES SANITAIRES : DES ACCÉLÉRATEURS DE THÉORIES DU COMLOT



Les pandémies sont aussi des événements propices pour le déferlement de fausses explications. C'est, par exemple, toujours le cas du VIH qui serait, selon certaines personnes, une création volontaire du Département de la Défense américain pour diminuer la population mondiale. Une étude de la Fondation Jean-Jaurès, Conspiracy Watch et IFOP en 2018 montrait que 32% des Français restent persuadés que le VIH a été « testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde ».⁹

L'explosion de la pandémie Covid a réactivé très fortement ces discours, en particulier autour de la question des vaccins. Des recherches historiques ont montré que les inquiétudes sur le sujet des vaccins remontent dès le XIXe siècle, au moment des premières découvertes. Dans les années 1990, le vaccin ROR (Rougeole, Oreillons, Rubéole) a fait l'objet d'une forte controverse¹⁰ suite à la publication d'un article de *The Lancet*, la célèbre revue scientifique, montrant une possible corrélation entre la vaccination et le développement de troubles autistiques et de pathologies intestinales. Le mouvement dit "antivax" reste l'un des moteurs les plus puissants à ce jour dans l'opinion publique. Selon la même étude de la Fondation Jean-Jaurès citée précédemment, l'idée que la nocivité des vaccins serait cachée par les responsables politiques pour protéger les intérêts des grands groupes pharmaceutiques est la théorie la plus largement partagée au sein de la population française : 55% des Français partageaient cette opinion au moment de l'enquête en 2018.

Pour la philosophe Cynthia Fleury,¹¹ le complotisme est le récit parfait pour le grand temps d'incertitude que nous connaissons. Il sécurise, rassure, essaie d'apporter une clé de compréhension et se renforce lui-même à mesure qu'il est attaqué. Elle ajoute à cet égard qu'il est probablement vain de vouloir leur imposer une manière de voir qu'ils rejettent.



Les adeptes de théories du complot ne sont pas une catégorie homogène. Lors de nos entretiens, les experts invités ont à plusieurs reprises insisté sur les différentes catégories de personnes que l'on peut définir comme complotistes : trois principales en ressortent.

Il y a des entrepreneurs de théories du complot. Ces entrepreneurs façonnent des argumentations, produisent du contenu et le diffusent. C'est la partie émergée de l'iceberg, visible et identifiable. Ils possèdent leurs propres chaînes YouTube, leurs propres comptes Twitter voir leurs propres médias comme Breitbart News aux Etats-Unis ou France Soir en France. Ils peuvent aussi être relayés par des médias plus *mainstream* comme CNews, Fox News ou Russia Today. Comme le précise d'ailleurs le Conseil national du numérique, "ce sont des entrepreneurs politiques qui tirent des revenus du complotisme et produisent un discours politique articulé et théorisé".^{11bis}

La seconde catégorie est celle des personnes qui, sans être nécessairement à l'initiative, partagent et adhèrent majoritairement à ces théories. Des analyses socio-démographiques et socio-politiques ont permis de montrer qu'il s'agissait principalement de personnes politisées, relativement âgées, conservatrices et qui se retrouvaient aux marges du système politique¹³ (extrême-droite ou extrême-gauche). Cette catégorie est aussi très marginale : une étude¹⁴ sur la propagation de fake-news lors de la campagne présidentielle américaine de 2016 montrait que 80% des contenus problématiques étaient partagés par 0,1% des membres de Twitter aux Etats-Unis.

Enfin, il y a une troisième catégorie qui correspond à un ensemble de personnes qui doutent. Sans nécessairement adhérer à ces théories, elles s'interrogent et ne trouvent pas d'explications à leurs questions. Elles deviennent alors captives et influençables, et peuvent être amenées à relayer certaines fausses-informations dans leurs cercles proches et soulever ces points lors de discussions. Ces personnes peuvent être "*conspi un jour*", sans être nécessairement "*conspi toujours*", comme nous l'ont indiqué plusieurs experts au cours de nos entretiens. Ce groupe est plus jeune que le groupe précédent et surtout moins politisé.¹⁵



Pour chacune de ces catégories, il faut approcher la question de manière différente, comme nous l'ont suggéré les membres du collectif "Data For Good". Une approche brutale de rejet peut apparaître humiliante et méprisante pour une personne qui doute. Lors de son audition, Sylvain, alias Debunker des Etoiles sur les réseaux sociaux, ancien adepte de ces théories, a longuement rappelé combien **les approches par la censure ou par le mépris avaient un effet complètement contre-productif**. Elles renforcent le sentiment de défiance et manquent leur objectif, celui de ramener par la conviction et la rationalité à des vérités partagées.

3. LE COMLOTISME EST UN ENJEU POLITIQUE

Le complotisme est éminemment politique parce qu'il questionne le pouvoir, cherche à en démasquer les véritables détenteurs, à en retracer les véritables motivations et intérêts.

Pour le célèbre historien Raoul Girardet¹⁶, **la Conspiration fait partie des grands mythes qui structurent notre imaginaire politique**, au même titre que le mythe du Sauveur, de l'Âge d'or ou encore de l'Unité. La théorie de la Conspiration se veut une théorie explicative du monde qui prospère sur des contextes de forte angoisse collective. Raoul Girardet montre aussi comment les théories de la Conspiration s'insèrent sur des clivages politiques structurels. C'est le rapport entre Révolutionnaires et anti-Révolutionnaires qui donne naissance au complot franc-maçon. C'est au moment des grandes luttes entre les républicains et l'Eglise que resurgit le mythe du complot jésuite. C'est lors de la montée en puissance des théories racistes au XIXe siècle et dans sa traduction politique dans les totalitarismes et les nationalismes du XXe siècle que le complot juif est le plus partagé.



Ces oppositions structurelles, radicales sont accentuées par ce qu'on appelle le phénomène de la **polarisation**. Selon Manon Berriche, chercheuse au Medialab de Sciences Po, la polarisation est le processus de "radicalisation" des opinions politiques. Une étude du Pew Research Center¹⁷ de 2014 sur 10 000 américains a montré comment le fossé s'est progressivement creusé entre démocrates et républicains. En cause, plusieurs phénomènes¹⁸ comme l'apparition de clivages liées aux questions identitaires (*identity politics* en anglais), la territorialisation des inégalités mais aussi l'émergence des réseaux sociaux qui encouragent la binarité (pour / contre) et la réaction émotionnelle plutôt que rationnelle.

Les réseaux sociaux sont devenus en quelques années le nouveau champ de bataille politique. D'après Fabrice Epelboin, les groupes politiques mis au banc de la vie politique traditionnelle ont appris depuis de nombreuses années à s'organiser en ligne. C'est le cas de ce que l'on appelle "la fachosphère" mais aussi de "l'islamosphère" qui maîtrisent parfaitement les codes, les outils et des techniques pour diffuser à grande échelle des contenus. Dans ce contexte, les forces politiques traditionnelles sont prises de cours et restent intimement liées aux médias traditionnels pour diffuser leurs messages. Une étude de Graphika¹⁹, la référence mondiale en matière de cartographie des réseaux sociaux, a montré comment les premières fausses-informations sur le Covid apparaissent dès décembre 2019 au sein de groupes très particuliers de "l'alt right" (extrême-droite) américaine et des réseaux QAnon avant de se disséminer petit à petit à d'autres cercles. A la fin du mois de février et début du mois de mars 2020, les reprises et les commentaires sur ces thématiques provenaient majoritairement, en proportion, de comptes dits *mainstream* qui ne sont pas affiliés à des groupes politiques. La puissance des réseaux sociaux a permis d'accentuer dramatiquement l'influence de contenus initialement très minoritaires.

Il convient de s'interroger en profondeur sur la viralité en ligne : comment certains contenus sont-ils plus diffusés que d'autres ? Quelle responsabilité pour les plateformes ? Comment créer des mécanismes pour atténuer la viralité de certains contenus et ainsi apaiser les débats en ligne ?

4. TRAITER À LA RACINE LES CAUSES DU COMLOTISME



Il est temps d'agir. Notre société est profondément travaillée par l'inquiétude, le pessimisme et la colère. La vague 12 du baromètre de la confiance politique de février 2021²⁰ nous le rappelle fortement. 70% des Français déclarent que la politique du gouvernement leur suscite de l'inquiétude, 55% de la colère et seulement 30% de l'espoir. Plus généralement, les principaux qualificatifs qui reviennent pour caractériser l'état d'esprit des Français sont négatifs : lassitude (41%), morosité (34%), méfiance (28%), peur (14%). A l'inverse, les sentiments positifs sont en berne : sérénité (15%), confiance (15%), bien-être (11%), enthousiasme (6%). Le pessimisme structurel ambiant est le terrain le plus fertile pour la propagation du complotisme. Il faut le traiter à la racine.

Le complotisme n'est pas qu'un mythe ou un phénomène cantonné aux réseaux sociaux. Il a une incidence réelle, parfois dramatique. De l'attaque du Congrès par des groupes QAnon le 6 janvier 2021 à l'enlèvement de la petite Mia en avril dernier par sa mère adepte de théories survivalistes, de la campagne de discrédit de la candidature d'Hillary Clinton lors des élections de 2016 à la campagne de discrédit des vaccins en 2021, le complotisme sape les fondements de notre corps politique et social.

CONCLUSION



Retrouver le chemin de la nuance, comme le suggère Etienne Klein,²¹ c'est savoir reconnaître que le problème n'est pas simple, à sens unique et que l'on ne détient pas seul la solution au problème.

La nuance, c'est reconnaître que les attitudes des responsables politiques n'ont pas permis de rétablir le lien de confiance avec la population, lien de confiance qui constitue la clé du problème que nous abordons. Mais c'est aussi être conscient du danger immense que la diffusion et l'infusion de ces idées peuvent représenter à terme.

C'est pourquoi, nous proposons ces 10 propositions qui doivent, selon nous, permettre de retisser ces liens de confiance pour les prochaines années.



COMLOTISME (OU THÉORIE DU COMLOT, OU CONSPIRATIONNISME) :

Le complotisme est une **vision du monde** qui affirme que le **cours de l'histoire n'est pas le fruit des jeux politiques nationaux et d'actions humaines incertaines**, mais qu'il serait en réalité **provoqué uniformément par l'action secrète d'un petit groupe d'hommes désireux de réaliser un projet de contrôle et de domination des populations**.

DÉSINFORMATION

Propagation intentionnelle d'informations fausses ou trompeuses en vue de manipuler une personne ou un groupe de personnes.

MÉSINFORMATION

Propagation non intentionnelle d'informations fausses ou trompeuses auprès d'une personne ou un groupe de personnes.

FAUSSE NOUVELLES (FAKE NEWS ; INFOX)

Les fake news, en français fausses-nouvelles, infox, ou encore informations fallacieuses, sont des informations mensongères diffusées dans le but de manipuler ou de tromper le public.

POST-VÉRITÉ

Expression utilisée pour décrire l'évolution des interactions entre la politique et les médias au XXe siècle, du fait de la montée en puissance des réseaux sociaux. Apparu aux États-Unis en 2004 et utilisé depuis de façon équivalente, ce néologisme désigne plus particulièrement une culture politique au sein de laquelle les leaders politiques orientent les débats vers l'émotion en ayant recours à des techniques de désinformation.

DÉBUNKER (OU FACT-CHECKER)

Démystifier une information, une idée, une croyance pour la confondre avec des faits.



BULLE DE FILTRES

La bulle de filtres (de l'anglais "filter bubble") est un concept développé par l'hacktiviste Eli Pariser. La « bulle de filtres » désigne la sélection personnalisée de l'information mise en place par les algorithmes des réseaux sociaux (en fonction des données collectées sur l'utilisateur). Cette sélection subie peut placer l'utilisateur dans une situation d'isolement vis-à-vis d'autres informations existantes.

TROLL

Propagation intentionnelle d'informations fausses ou trompeuses en vue de manipuler une personne ou un groupe de personnes.

DEEPPFAKE

Truquage vidéo rendu possible par l'utilisation de l'intelligence artificielle. Elle sert à superposer des fichiers audio et vidéo sur d'autres vidéos, et ainsi par exemple changer le visage d'une personne sur une vidéo avec un degré très élevé de réalisme.

ASTROTURFING

Technique de désinformation par l'amplification orchestrée d'une information sur les réseaux sociaux. Elle donne l'impression qu'une information, idée, croyance est spontanément partagée par un grand nombre de personnes. Cette amplification peut être réalisée par des "bot" automatisés.

CHAMBRE D'ÉCHO

Situation dans laquelle une information, une idée, une croyance est amplifiée par la répétition dans un système défini.

BOT

Programme informatique qui effectue des tâches automatisées.

COMPTE-RENDU DES AUDITIONS



Rudy Reichstadt
Directeur de Conspiracy Watch



La question du complotisme est au croisement de la radicalisation, de la haine en ligne et de la désinformation.



Rudy Reichstadt est le fondateur et le directeur du site de référence *ConspiracyWatch.info*, consacré à l'analyse critique du conspirationnisme et des théories du complot qu'il anime depuis 2007. Dans son ouvrage intitulé *L'Opium des imbéciles*, il adopte une position très tranchée et **fustige la tolérance au complotisme, dont la dangerosité est, selon lui, sous-estimée.**

Ses pistes de solutions sont articulées autour de deux grands axes : l'éducation et l'information. Il est ainsi nécessaire, d'une part, d'intensifier l'action de l'État sur l'éducation aux médias et à l'information, et d'autre part, d'informer publiquement sur la diffusion de fake news pour faire face à la "concurrence déloyale" des médias complotistes.



Fabrice Epelboin

*Entrepreneur,
Expert réseaux sociaux*

”

Le mépris envers les complotistes engendre de la radicalisation et menace la démocratie ; par exemple, quand Hillary Clinton, en 2016, nomme les partisans de Trump "deplorables" [pitoyables en anglais], elle renforce l'électorat de celui qu'elle combat.

”

Fabrice Epelboin est un entrepreneur français, spécialiste des réseaux sociaux. Fin connaisseur des milieux alternatifs et militants du cyber, son approche lui donne un rapport particulier au monde des conspirationnistes. Selon lui, le mépris et la censure vis-à-vis des complotistes sont des sources de radicalité et ne règlent en rien le problème auquel nous devons faire face.

Il nous rappelle également qu'en France, les lanceurs d'alerte n'ont presque aucune protection juridique, bien qu'ils risquent leur vie, leur emploi et leur crédibilité.



Sylvain,
alias Debunker des Étoiles



La différence entre la critique du pouvoir et le complotisme, c'est que le second est un mode de pensée systématique.



Sur Youtube, Sylvain Cavalier est Debunker des Étoiles ; pendant longtemps, il a lui-même adhéré à certaines théories complotistes. Paradoxalement, c'est une vidéo conspirationniste, affirmant que personne n'a jamais mis un pied sur la lune, qui modifie sa vision ; passionné d'astronomie, il refuse d'y croire. Il se rend alors compte que les techniques utilisées dans la vidéo pour le persuader sont les mêmes que celles qui l'avaient convaincu précédemment. Dès le début de son audition, Sylvain Cavalier nous rappelle que le fait de croire à des complots ne fait pas de nous des complotistes et met à son tour en exergue la différence forte entre complotiste et lanceur d'alerte.

L'ensemble de ses propositions pour lutter contre le complotisme s'articulent autour de la notion de transparence afin de faire baisser la méfiance vis-à-vis des institutions. Il reprend notamment l'exemple de la NASA qui, depuis plusieurs années, met en place un programme de transparence pour vulgariser son travail. Une démarche qui a permis de faire baisser les spéculations autour de son activité.

D'autre part, Sylvain Cavalier met en évidence l'importance d'éviter le mépris de classe et de parler ouvertement du complotisme sans le censurer afin de ne pas donner d'arguments supplémentaires aux adhérents des théories du complot. Il condamne notamment l'arrogance de ceux qui se moquent des complotistes, ramenant tout à l'émotivité ou à l'irrationalité. Selon lui, une croyance peut correspondre à une forme de rationalité.

Table-ronde **Civic Tech**



David Mas

Make.org



Théo Alves Da Costa

DataForGood



Yann Girard

DataForGood



Face à la défiance qui s'exerce aujourd'hui sur toutes les formes d'autorité, il nous faut ramener les citoyens dans la décision politique et massifier les expériences de participation - David Mas



Cette table-ronde sur les Civic Tech a réunit trois invités de deux organisations distinctes : David Mas, directeur des données chez *Make.org* ainsi que Théo Alves Da Costa et Yann Girard de *Data For Good*. L'objectif était d'étudier les liens entre les théories du complot et l'analyse des données, et plus particulièrement comment les données peuvent aider à mieux appréhender le complotisme.

David Mas décrit 3 facteurs du complotisme : la certitude (de faits alternatifs), la fragmentation de la société (accentuée par les réseaux sociaux qui renforcent l'effet de "bulle" de fragmentation), et la défiance. Pour lui, un des leviers d'action contre le complotisme est de **ramener les citoyen-ne-s dans la décision politique**. Par exemple, cela est possible via des dispositifs participatifs, à condition de rendre ces exercices de démocratie suffisamment transparents et visibles, et d'ainsi d'éviter une impression de prise de décision à huis clos qui serait contre-productive.

Data For Good travaille par ailleurs sur la compréhension du cycle de vie de la désinformation afin de mieux cibler l'action pour la contrer. Ils dénombrent ainsi quatre étapes : la création d'une infox, sa diffusion, son partage, et les discussions qui en découlent. A partir de là, plusieurs types de désamorçage ont été identifiés. Par exemple, lors de la diffusion, l'intelligence artificielle peut détecter des bots (comptes de réseaux sociaux automatisés) pour aider à la qualification des sources de désinformation.



Table-ronde **Média**



Manon Berriche
Doctorante
médialab Science Po



Hugo Coignard
Etudiant
en journalisme



Sébastien Grosmaître
Rédacteur en chef
délégué à Ouest France

L'objectif de cette table ronde était de comprendre le rôle des médias dans la lutte contre la diffusion de fake news et l'importance et les limites du fact checking.

Manon Berriche, doctorante médialab de Science Po, a exposé, dans un premier temps, son analyse sur la réception des fake news sur les réseaux sociaux. De son intérêt pour les profils des adhérents aux théories du complot ressort que les individus sensibles au conspirationnisme sont plus souvent des électeurs d'extrême droite et d'extrême gauche, la confiance de ces personnes envers les institutions étant, de manière générale, très faible.

” Une étude Reuters montre que la France est l'un des pays avec le taux le plus bas en termes de confiance dans les médias - Manon Berriche ”

Hugo Coignard, étudiant en journalisme, a exposé, dans un second temps, les limites du fact-checking face à la vitesse de propagation des fausses informations - elles se diffusent plus vite que les informations vérifiées. Selon lui, les médias doivent faire preuve d'exigence vis-à-vis de l'information qu'ils diffusent et ne pas donner trop d'écho aux théories du complot. Enfin, il est nécessaire aujourd'hui de questionner la confiance des citoyens envers les médias et de démocratiser l'information en alléguant plus de moyens financiers aux médias pour améliorer la qualité de l'information.





La dégradation des conditions de travail des journalistes, qui conduit à l'augmentation d'une "malinformation", moins précise, nourrit la défiance des citoyens pour les médias - Hugo Coignard



Sébastien Grosmaître, rédacteur en chef chez Ouest France, a procédé à une analyse de l'évolution de l'information. En effet, l'arrivée des réseaux sociaux et de la communication instantanée a transformé le rapport du citoyen à l'information et le rôle des médias. L'éducation aux médias, mise en place depuis plusieurs années, est une piste de lutte à développer contre la diffusion de fausses informations, et ce auprès de toutes les générations.



Il faut plus d'indépendance pour nos médias : le début de la confiance, c'est de l'information transparente, honnête et qui s'appuie sur de la compétence.
- Sébastien Grosmaître



Table-ronde **Éducation**



Philippe Meirieu
Chercheur et militant
en pédagogie



Thomas Tari
Sociologue

L'objectif de cette table-ronde était de mieux comprendre la sociologie du développement des théories conspirationnistes. À cette occasion, deux spécialistes de la pédagogie furent invités : Philippe Meirieu, chercheur et professeur honoraire à l'université Lumière-Lyon II, et Thomas Tari, sociologue spécialiste de la fabrication des controverses.

Pour Philippe Meirieu, lutter contre le complotisme ne doit pas passer par un jugement de valeur négatif sur celui-ci mais par le fait de **préciser le niveau de discours** où ces théories se situent. Le spécialiste de l'éducation mentionne à cet effet la nécessité de mettre en place une dialectique qu'il nomme "**les convictions après les connaissances**". Cette dialectique, certes complexe dans son application, permettrait de ne pas disqualifier entièrement la théorie du complot - et par extension, d'éviter d'humilier la personne y croyant - mais de la reléguer au champ des croyances personnelles. Enfin, P. Meirieu souligne que le **levier de l'éducation doit être complémentaire d'autres approches** dans la lutte contre les complotismes, notamment par la régulation des moteurs de recherches et des médias.

” Lutter contre des certitudes par des certitudes ne mène à rien. Pour que des jeunes laissent de la place à la connaissance dans leurs convictions, il faut que nous laissions de la place à leurs convictions dans la connaissance. ”
- Philippe Meirieu





Thomas Tari souligne par ailleurs qu'il ne faut pas discréditer les citoyen·ne·s adeptes des théories du complot par l'angle de la crédulité. En effet, cela revient selon lui à avoir un regard condescendant sur ces personnes qui est, de plus, inefficace pour lutter contre les complotismes. Selon lui, une des solutions est l'**enquête collective**, à savoir le fait de chercher les faits réels ensemble, en prenant en compte l'avis des citoyen·ne·s. Concrètement, il préconise le **fact-checking** (version plus saine que la méthode de *debunking*²² selon lui) en précisant que celui-ci doit aussi prouver que **non seulement le résultat mais aussi la méthode pour y arriver sont vrais**.²³

” La validité d'une connaissance se trouve rarement dans l'énoncé ; mettre la vérité dans l'énoncé et ne pas l'inscrire dans l'écosystème de production des connaissances constitue un problème - Thomas Tari ”

Table ronde

Comparaison internationale



Catherine Fournier
Députée de Marie Victorin
au Québec



Jussi Toivanen
Conseiller communication
du Premier ministre Finlandais

Pour cette dernière table ronde, notre objectif consistait à recueillir des témoignages internationaux de lutte contre le conspirationnisme.

Catherine Fournier, députée de Marie Victorin au Québec, nous a livré son expérience personnelle. Ayant elle-même été visée par des théories du complot, elle s'est engagée à l'Assemblée Nationale contre le phénomène complotiste au Québec. Pour cela, Catherine Fournier a fait voter une motion dénonçant toute formes de menaces à l'encontre des scientifiques, des élus et des journalistes dans l'exercice de leurs fonctions. Votée dans le cadre de la crise sanitaire, cette motion rappelle l'importance du respect des mesures sanitaires et reconnaît que la montée du complotisme est préoccupante et nécessite des actions concertées entre la société civile et les autorités publiques.

Lors de cette audition nous avons également reçu Jussi Toivanen, conseiller communication du Premier ministre Finlandais. Depuis plusieurs années, la Finlande a mis en place un programme de lutte contre les fausses informations. Les cours d'éducation aux médias et à l'information font partie d'une initiative anti fake news lancée par le gouvernement finlandais en 2014. Ce programme a été couronné de succès pour deux raisons principales : le pays, d'une part, a fait appel à de nombreux experts de plusieurs internationaux pour apprendre de leurs approches et consolider leur politique, et le programme mis en place, d'autre part, s'intègre dans une vaste politique éducative.



NOS 10

PROPOSITIONS





A) REVOIR LE RAPPORT AU COMLOTISME

Proposition n°1

Reconnaître officiellement le complotisme et ses implications

Proposition n°2

Éviter les postures de mépris

Proposition n°3

Éviter les réflexes de censure

B) REVOIR LE RAPPORT AU POUVOIR ET A SA REPRÉSENTATION

Proposition n°4

Renforcer la transparence de l'action publique

Proposition n°5

Ouvrir les archives

Proposition n°6

Renforcer le statut des lanceurs d'alerte

C) REVOIR LE RAPPORT A L'INFORMATION ET A SA DIFFUSION

Proposition n°7

Renforcer et élargir les cours d'éducation aux médias et à l'information

Proposition n°8

Protéger l'indépendance des journalistes et faire de l'information un bien public

Proposition n°9

Soutenir les initiatives de fact-checking collaboratif

Proposition n°10

Réguler les réseaux sociaux

A) REVOIR LE RAPPORT AU COMLOTISME



Comme le postule Pierre Rosanvallon, "le conspirationnisme se présente comme une pratique de la démocratie".²⁴ En effet, le doute de certains citoyens et leur volonté de participer au débat doivent être entendus parce qu'ils constituent la matérialisation d'une expression démocratique.

Pourtant, nombreux sont les reportages médiatiques ou les prises de paroles de personnalités publiques raillant "les complotistes", sans effort de distinction entre les véritables complotistes - ceux qui manipulent la vérité - et les personnes qui s'en laissent parfois, et malheureusement, convaincre.

Cette disqualification univoque d'un ensemble hétérogène de personnes semble finalement renforcer le phénomène initialement combattu.

Proposition n°1

**Reconnaître officiellement le complotisme
et ses implications**

Proposition n°2

Éviter les postures de mépris

Proposition n°3

Éviter les réflexes de censure



Proposition n°1

Reconnaître officiellement le complotisme et ses implications

Scientifiques, élus, journalistes... Nombreux sont ceux à avoir été la cible d'opinions complotistes. Le complotisme se nourrit de la défiance envers les autorités et cherche des coupables.

Une première action pourrait consister à reconnaître officiellement le phénomène du complotisme, ses dangers et ses conséquences.

Une résolution adoptée à l'Assemblée nationale, à l'image de la motion qui a été initiée par la députée Catherine Fournier²⁵ à l'Assemblée nationale du Québec en septembre dernier, permettrait d'explorer la montée du phénomène, de dénoncer toute forme de menaces à l'endroit de personnalités publiques et d'appeler à des actions concertées entre société civile et autorités publiques pour y répondre.



Proposition n°2

Éviter les postures de mépris

Adopter une attitude méprisante à l'égard des personnes adeptes des théories du complot contribue non seulement à dramatiser le débat mais est aussi contre-productif pour lutter contre le complotisme selon la grande majorité des experts auditionnés. Et les exemples sont trop nombreux. A titre d'illustration, les personnes qui doutent de la vaccination - et qui ne sont pas nécessairement des "antivaccins" - sont souvent largement marginalisées. Ce phénomène était également visible lors du traitement, par une partie des responsables politiques et des médias, du mouvement des gilets jaunes

Le complotisme n'est pas l'attribut des classes populaires et ce n'est pas non plus le signe d'une quelconque stupidité. Les mécanismes poussant certains à y croire font appel à des motivations socio-psychologiques complexes. Traiter quelqu'un de complotiste devient alors un moyen de le disqualifier du débat public et les théories du complot représentent un refuge confortable pour celles et ceux qui se sentent exclus.

Certaines stratégies consistent à dédramatiser le débat en utilisant le registre de l'humour pour désamorcer des fake-news : c'est l'approche "Humour over Rumour"²⁶ qu'a retenu la ministre du digital taïwanaise Audrey Tang avec un succès certain.



Proposition n°3

Éviter les réflexes de censure

La censure des théories du complot est, de prime abord, une solution que l'on peut considérer comme efficace. C'est en réalité une solution de facilité qui ne règle en rien la racine du problème. L'exclusion des réseaux sociaux de Donald Trump et de centaines de comptes QAnon n'a pas réglé le problème, il l'a déplacé vers d'autres espaces : en particulier ce que l'on appelle "le Dark social" (messageries cryptées comme WhatsApp, Signal, Telegram). La censure renforce l'idée que certaines opinions dérangent et seraient donc fondées.

Plusieurs solutions alternatives existent. Au lieu de censurer, Philippe Meirieu recommande de déporter le débat sur le terrain de la croyance et d'engager de manière respectueuse l'échange d'opinions contradictoires. C'est ce qu'il appelle la dialectique "des convictions après les connaissances".

B) REVOIR LE RAPPORT AU POUVOIR ET A SA REPRÉSENTATION



Le complotisme est l'expression d'une défiance profonde à l'égard des institutions et des autorités légitimes. Il y a, dans nos sociétés modernes, une défiance systémique et systématique à l'égard du gouvernement, élus, journalistes, enseignants, scientifiques, experts, policiers, magistrats.²⁷

L'essoufflement de la démocratie représentative nourrit aussi la défiance. C'est ce que nous ont rappelé les membres de Data For Good et de Make.org. Mieux intégrer les citoyens à la prise de décision est aussi une priorité.

Pour lutter contre cette défiance, il faut renforcer la transparence des institutions et du processus de décision. Nous formulons plusieurs propositions à cet égard, notamment relatives à la transparence des lobbys ou encore à la nécessaire ouverture des archives.

Plusieurs intervenants comme Sylvain, alias Débunkeur des Etoiles, et Fabrice Epelboin ont insisté, par exemple, sur la nécessité de mettre en place une meilleure protection des lanceurs d'alerte comme moyen de rétablir le lien de confiance entre la population et les institutions.

Proposition n°4

Renforcer la transparence de l'action publique

Proposition n°5

Ouvrir les archives

Proposition n°6

Renforcer le statut des lanceurs d'alerte



Proposition n°4

Renforcer la transparence de l'action publique

Le complotisme se nourrit de l'opacité, et ce particulièrement en période de crise. L'épisode des masques en France en constitue un exemple récent ; l'absence de transparence sur les délibérations au sein du Conseil de défense en est un autre. Ce manque de transparence a mis en péril l'adhésion populaire, et l'exécutif a par la suite rencontré des difficultés croissantes à convaincre les Français de la pertinence de ses décisions dans la gestion de l'épidémie. A titre d'exemple, Guillaume Rozier, à l'origine de [l'initiative citoyenne bénévole Covidtracker](#)²⁸, s'est confronté à ce manque de transparence s'agissant de l'accessibilité des données Covid. [Dans une interview au Monde](#), il confie : «Tous les médias me demandaient d'où je tenais ces chiffres. J'avais l'exclusivité [du Ministère de la Santé]. La situation était rêvée pour moi, mais elle n'était pas saine sur le long terme. Je demandais régulièrement au cabinet ministériel que ces données soient publiques. »

Au-delà des périodes de crise, des pans entiers de l'action publique peuvent être rendus plus transparents. Cela concerne aussi bien la communication des délibérations qui conduisent à la décision ; la possibilité de retracer l'influence des lobbys sur le processus législatif par la systématisation du sourcing des amendements ; l'ouverture des agendas et des dépenses des responsables politiques ; ou encore la transparence dans la commande publique.



Proposition n°5

Ouvrir les archives

De nombreuses théories se fondent sur l'idée d'un complot fomenté par l'Etat : de l'assassinat de John F. Kennedy à la mort de Lady Diana, des attentats du World Trade Center aux attentats de Charlie Hebdo. L'ouverture des archives peut permettre de mettre un terme, dans certains cas, aux fantasmes, et permet de replacer la science et la méthode scientifique au centre de notre réflexion collective.

Cette proposition d'ouverture des archives s'inscrit dans l'actualité. Récemment, le bureau de l'Assemblée nationale a ainsi refusé d'ouvrir ses archives aux travaux de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi.²⁹

Par ailleurs, l'article 25 de la loi du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement est venu consacrer un nouveau recul du droit d'accès aux archives. A l'exception de certaines catégories strictement définies, cet article signe "un régime d'incommunicabilité des archives des services de renseignement qui ne dit pas son nom" comme le souligne le Collectif Accès aux archives publiques³⁰ et laisse "l'histoire des services de renseignements de 1971 à nos jours sombre, en particulier, dans un grand trou noir dont nulle date de sortie n'est fixée". Ceci doit être corrigé de toute urgence.

Proposition n°6

Renforcer le statut des lanceurs d'alerte



Certains théoriciens du complot se revendiquent être des lanceurs d'alerte. Pour que cette confusion ne soit plus possible, il faut renforcer le statut des lanceurs d'alerte, ceux-là qui révèlent au grand jour des affaires de corruption et autres atteintes à l'intérêt public. Ils sont cependant souvent exposés à des risques personnels.

En 2019, l'Union européenne a adopté une directive³¹ sur la protection des lanceurs d'alerte. Les 27 États membres de l'UE ont jusqu'au 17 décembre 2021 pour se conformer à ces normes, en la transposant dans leur droit national. Cette directive prévoit un élargissement du champ de l'alerte aux personnes morales, notamment à des organisations syndicales et des associations, et d'autre part, s'applique à l'ensemble des faits visés par la loi Sapin 2, y compris les menaces graves pour l'intérêt général. Par ailleurs, la procédure de signalement pourrait également évoluer. Tout d'abord, parce qu'aux termes de la directive, les États-membres peuvent prévoir l'association des partenaires sociaux lors de la phase de mise en place de la procédure interne. Ensuite, parce que la Directive ne prévoit aucune obligation de passer par une procédure interne avant tout signalement externe.³² Un compteur en ligne³³ a d'ailleurs été créé par l'association internationale des lanceurs d'alerte pour suivre la transposition de la directive sur la protection des lanceurs d'alerte dans toute l'Europe.

La transposition de cette directive européenne doit être mise à l'agenda de l'Assemblée Nationale au plus vite. Son examen doit être l'occasion d'être ambitieux, en suivant, notamment, l'ensemble des recommandations de la coalition de 30 organisations réunies à l'initiative de la Maison des Lanceurs d'Alerte.³⁴

C) REVOIR LE RAPPORT A L'INFORMATION ET A SA DIFFUSION



Les réseaux sociaux renforcent la polarisation, sur-médiatisent les contenus clivants et empêchent les discours nuancés. C'est en se concentrant sur les logiques de viralisation des contenus, les algorithmes et leur modération que nous pourrions réussir à retrouver un certain apaisement du débat public en ligne.

Les réseaux sociaux impactent durablement les médias traditionnels qui doivent désormais se repositionner. Sébastien Grosmaître, rédacteur en chef chez Ouest France, insistait sur l'évolution du métier de journaliste et la nécessité de revaloriser le travail des rédactions. Hugo Coignard, jeune journaliste spécialiste des réseaux sociaux, partageait avec nous des nouvelles manières de procéder au fact-checking, plus collaboratives, plus directes pour éviter les écueils liés à cette pratique journalistique.

L'information, son traitement, son analyse doivent faire l'objet d'une éducation plus poussée. C'est le souhait des personnes que nous avons interrogées comme Philippe Meirieu, sociologue de l'éducation. C'est ce à quoi s'est employée depuis plusieurs années la Finlande. En interrogeant un membre du cabinet du Premier ministre finlandais chargé de ces questions, nous avons pu mesurer combien l'éducation aux médias pouvait constituer une discipline en soi, et combien notre propre cursus du secondaire ne faisait que peu de place à ces questions dans son programme.

Proposition n°7

**Renforcer et élargir les cours d'éducation
aux médias et à l'information**

Proposition n°8

**Protéger l'indépendance des journalistes
et faire de l'information un bien public**

Proposition n°9

Soutenir les initiatives de fact-checking collaboratif

Proposition n°10

Réguler les réseaux sociaux

Proposition n°7



Renforcer et élargir les cours d'éducation aux médias et à l'information

L'éducation aux médias et à l'information est revenue avec insistance au cours de nos entretiens. La Finlande constitue un modèle en la matière. Ces enseignements sont partagés dès le plus jeune âge, dans une approche pluridisciplinaire. Ainsi, en mathématiques, les jeunes Finlandais apprennent à distinguer des fausses statistiques ; en art, comment des photos peuvent être truquées ; en histoire, comment des campagnes de propagande ont été créées. La priorité mise par le gouvernement dans la lutte contre les fake-news porte ses fruits et la population finlandaise est l'une des moins poreuses à ces théories.

En France, l'éducation aux médias et à l'information est également faite dans une approche pluridisciplinaire mais de façon beaucoup plus parcellaire et indirecte, et sans priorité sur la lutte contre le complotisme. Selon une analyse du CLEMI,³⁵ l'ensemble des programmes de la maternelle à la 3ème ont des entrées permettant de faire de l'éducation aux médias et à l'information, contre 88% des programmes de lycée professionnel et 64% des programmes de lycée général et technologique. Une entrée thématique dédiée est prévue de la 5ème à la 3ème. Par ailleurs, les professeurs documentalistes sont les "enseignants et maîtres d'œuvre de l'acquisition par les élèves d'une culture de l'information et des médias".³⁶

Cet enseignement pourrait être renforcé tout au long des cycles scolaires avec une priorité mise sur la lutte contre les fausses-informations et le complotisme. Il pourrait être étendu tout au long de la vie, notamment dans les formations professionnelles pour donner les outils de lutte contre les fausses-informations. Par ailleurs, des projets liant journalistes ou associations³⁷ et éducation nationale devraient être encouragés.



Proposition n°8

Protéger l'indépendance des journalistes et faire de l'information un bien public

Cette proposition est issue des travaux de l'économiste Julia Cagé.³⁸ L'information est un bien public et doit être protégée de logiques marchandes qui altèrent sa qualité. Pour cela, nous devons mettre en place des garde-fous pour limiter la concentration des médias dans les mains de quelques actionnaires (9 milliardaires possèdent 90% des médias), protéger les rédactions des conflits d'intérêt économiques en renforçant la gouvernance paritaire au sein des médias.

Les médias, comme toutes institutions, doivent s'ouvrir pour que les citoyens puissent faire partie de leur gouvernance. Il serait ainsi envisageable de tirer au sort des lecteurs dans les conseils d'administration et de surveillance ou de mettre en place des bons pour l'indépendance des médias en proposant à chaque citoyen de répartir une dizaine d'euros d'aide à la presse aux médias de son choix.

Proposition n°9

Soutenir les initiatives de fact-checking collaboratif



Il existe 3 causes principales à la désinformation : l'horizontalité de l'information, sa surabondance et notre incapacité à la trier.

Le fact-checking proposé par certains médias, debunker ou scientifiques est un premier pas vers une information plus fiable. Elle comprend néanmoins plusieurs limites. D'une part, une information démentie est moins diffusée qu'une fausse-information.³⁹ Par ailleurs, le paradoxe du fact-checking est que pour démentir une fausse-information il doit lui donner une audience et donc contribue à sa notoriété.

Dans un contexte de défiance à l'égard des médias traditionnels (54% des Français ne considèrent pas les journaux comme crédibles), les pratiques de fact-checking doivent évoluer. Une des pratiques les plus prometteuses est celle du fact-checking communautaire. Une étude de psychologie⁴⁰ a démontré que la capacité du grand public à discerner des sources fiables / non fiables est aussi importante que celle de fact-checkers professionnels.

Un des premiers initiateurs de cette technique a été l'association taïwanaise g0v, qui préconise la transparence des informations et élabore des solutions technologiques favorisant l'engagement civique. En France, CaptainFact⁴¹ applique aussi ce principe : opensource, participative, citoyenne, transparente, ouverte aux différents points de vue et respectueuse de la vie privée, cette plateforme est aujourd'hui dédiée aux vidéos et pourrait à l'avenir s'appliquer à d'autres supports. Les pouvoirs publics doivent accompagner et soutenir ce type d'initiatives, y compris financièrement.



Proposition n°10

Réguler les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux ne sont pas des médias au sens classique : ce sont des espaces publics de discussion et d'échanges. Ils doivent de ce fait répondre à des objectifs d'intérêt général. Une partie de la solution à l'exposition aux contenus problématiques – qu'ils soient à caractère haineux ou liés à la propagation de fausses informations – se situe dans la compréhension et la régulation des dynamiques de diffusion et de viralité.

La première pierre d'une nouvelle régulation doit passer par une transparence plus importante des algorithmes et une capacité du régulateur d'auditer les données et les codes sources des plateformes. A l'avenir, il est possible de réfléchir à d'autres manières de hiérarchiser l'information en ligne. Nous pourrions envisager que les algorithmes de recommandation sur nos fils d'actualité pondèrent de manière moins importante le critère de notoriété du contenu. Les plateformes pourraient aussi redonner la main aux utilisateurs pour qu'ils choisissent le contenu qu'ils souhaitent réellement voir, grâce à des filtres paramétrables (par exemple des contenus « fact-checkés » ou encore des contenus proposés de façon aléatoire). Un ensemble de propositions techniques et juridiques ont été formulées dans la note "Reprendre le contrôle des réseaux sociaux" par Paula Forteza pour la Fondation Jean Jaurès.⁴²

NOTES DE BAS DE PAGE



1. JOHNSON, N.F., VELASQUEZ, N., RESTREPO, N.J. et al. [The online competition between pro- and anti-vaccination views](#). Nature 582, 230–233 (2020)
2. CEVIPOF SCIENCESPO, [Le Baromètre de la confiance politique, En qu\(o\)i les français ont-ils confiance aujourd’hui ?](#), vague 12, février 2021
3. CEVIPOF SCIENCESPO, [Le Baromètre de la confiance politique, En qu\(o\)i les français ont-ils confiance aujourd’hui ?](#), vague 12, février 2021
4. LEBRUN François, [La “Grande Peur” : une enquête sur la panique](#), L’Histoire, collections 25, octobre-décembre 2004
5. FROISSART Pascal, [Penser la rumeur : un concept récent et controversé](#), INA, La revue des médias, 26 avril 2016
6. FRANCETVINFO, [Platistes : rencontre avec ceux qui pensent que la Terre est plate](#), 1 mars 2020
7. BORNSTEIN Roman, [Mécaniques du complotisme, QAnon, Le 11 septembre : les théoriciens \(épisode 1\)](#), France Culture, 10 septembre 2019, 13mn
8. FRANCETVINFO, [Vrai ou Fake : les théories du complot liées à l’attentat de Charlie Hebdo](#), 17 décembre 2020
9. DUGUET Margaux, Franceinfo, [Près de huit Français sur 10 croient à au moins une "théorie du complot"](#), selon une étude, 7 janvier 2018
10. PROFESSIONNELS VACCINATION INFO SERVICE, [Histoire d’une polémique : vaccin ROR et autisme](#), 21 mars 2018
11. SALAME Léa, DEMORAND Nicolas, [L’invité de 8h20, Le Grand Entretien, Cynthia Fleury](#), France Inter, vendredi 20 novembre 2020, 24mn
- 11bis. CONSEIL NATIONAL DU NUMERIQUE, [Récits et contre-récits. Itinéraire des fausses informations en ligne](#), juin 2021, page 36
12. BRASHIER, Nadia M., and DANIEL L. Schacter, [Aging in an Era of Fake News](#), Current Directions in Psychological Science, vol. 29, no. 3, June 2020, pp. 316–323
13. FONDATION JEAN JAURES, CONSPIRACY WATCH, [enquête complotisme 2019](#), Rudy Reichstadt, 6 décembre 2019
14. GRINBERG Nir, KENNETH Joseph, FRIEDLAND Lisa, SWIRE-THOMPSON Briony, LAZER David, [Fake news on Twitter during the 2016 U.S. presidential election](#), Science, 25 janvier 2019, Vol 363, Issue 6425, p.374-378
15. FONDATION JEAN JAURES, CONSPIRACY WATCH, [enquête complotisme 2019](#), Rudy Reichstadt, 6 décembre 2019
16. GIRARDET Raoul, [Mythes et mythologies politiques](#), Seuil, 1990, 224 p.
17. PEW RESEARCH CENTER, [Political Polarization in the American Public](#), 12 juin 2014
18. BLANKENHORN David, [The Top 14 Causes of Political Polarization](#), The American Interest, 16 mai 2018



19. MC AWEENEY Erin, RONZAUD Léa, SMITH Melanie, The Covid-19 "Infodemic" : A Preliminary Analysis of the Online Conversation Surrounding the Coronavirus Pandemic, Graphika, avril 2020
20. CEVIPOF SCIENCESPO, Le Baromètre de la confiance politique, En qu(o)i les français ont-ils confiance aujourd'hui ?, vague 12, février 2021
21. BRUT, L'importance de la nuance selon Etienne Klein, 22 mars 2021, 8mn26
22. Se reporter au lexique pour la définition.
23. Thomas Tari mentionne que d'autres sociologues, notamment Harry Collins, ont travaillé à ce sujet
24. DE LA PORTE Xavier, RICHE Pascal, Pierre Rosanvallon : « Le conspirationnisme se présente comme une pratique de la démocratie », 20 décembre 2020
25. QUÉBEC.CA, Députés indépendants, L'Assemblée nationale unanimement préoccupée par la montée du phénomène complotiste, 15 décembre 2020
26. GLOBAL GOVERNANCE FUTURES, Humor over Rumor: Combating Disinformation Around COVID-19 in Taiwan, 8 juin 2020, 32mn02
27. CEVIPOF SCIENCESPO, Le Baromètre de la confiance politique, En qu(o)i les français ont-ils confiance aujourd'hui ?, vague 12, février 2021
28. covidtracker.fr/
29. DUCLERT Vincent, La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994), Rapport au président de la République de la Commission de Recherche, Armand Colin, 2021, 1232 p.
30. Réaction du collectif « Accès aux archives publiques », Communiqué de presse, samedi 31 juillet 2021
31. DIRECTIVE (UE) 2019/1937 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union
32. SERVICE JURIDIQUE CFDT, La protection des lanceurs d'alerte par la loi Sapin, 9 décembre 2020
33. <https://www.whistleblowingmonitor.eu>
34. <https://loi.mlalerte.org/propositions/>
35. https://www.clemi.fr/fr/emi_et_programmes.html
36. BULLETIN OFFICIEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, NOR : MENE1708402C, Circulaire n°2017-051 du 28-3-2017, MENESR - DGESCO A
37. Exemple : <https://twitter.com/JulienPain/status/1442424670335094787>
38. CAGE Julia, HUET Benoît, L'information est un bien public, Seuil, 2021, 264 p.
39. ARAL Sinan, ROY Deb, VOSOUGHI Soroush, The spread of true and false news online, Science, 9 mars 2018, Vol 359, Issue 6380, p.1146-1151
40. PENNYCOOK, Gordon, Crowdsourcing Judgments of News Source Quality, SSRN Electronic Journal, 10.2139/ssrn.3118471, janvier 2018
41. <https://captainfact.io/>
42. FORTEZA Paula, Reprendre le contrôle des réseaux sociaux, Fondation Jean Jaurès, 8 décembre 2020